

## Un éditorialiste fâché avec l'arithmétique

Denis Clerc Fondateur d'Alternatives Economiques

Il y a des jours où une seule goutte d'eau supplémentaire fait déborder le vase. C'est le sentiment qui m'a saisi le 2 mai en lisant *Les Echos*, et plus particulièrement l'édito de Jean-François Péresse réagissant à l'annonce présidentielle d'une possible réduction d'impôt sur le revenu au bénéfice des ménages les plus modestes. Notre éditorialiste fustige alors « *une politique qui ne cesse de concentrer l'impôt sur ceux qui gagnent bien leur vie et de l'alléger sur les ménages aux revenus plus modestes* ». C'est une « *forme de redistribution très marquée par l'idéologie* », par laquelle « *les efforts massifs [sont] demandés toujours aux mêmes, ces foyers aisés victimes du choc fiscal* ».



On laissera de côté le fondement sous-jacent de cette plainte, ce qu'on appelle la théorie du ruissellement (*trickle down*) : quand ils s'enrichissent, les riches enrichissent la société tout entière. On ne relèvera pas que, sous le terme « *impôt* », il ne vise que l'impôt sur le revenu, alors que la TVA (150 milliards), qui est aussi un impôt, pèse proportionnellement davantage sur les ménages modestes qui dépensent tout ce qu'ils gagnent, tandis que ceux « *qui gagnent bien leur vie* » n'en payent pas sur la partie de leurs revenus qu'ils placent.

La crise a profité aux 5 % de la population les plus riches

Rappelons seulement les faits : entre 2007 et 2012, les 3 millions de personnes du haut de l'échelle qui constituent ces « *foyers aisés victimes du choc fiscal* » ont vu leur niveau de vie moyen **après impôts** progresser de 8,4 % (+ 490 euros 2012 par mois et par unité de consommation), tandis que les 6 millions de personnes situées au bas de la pyramide sociale ont vu leur niveau de vie moyen **diminuer de 4,8 %** (- 35 euros 2012 par mois et par unité de consommation). Durant cette période de crise, le niveau de vie de la moitié la moins rémunérée de la population française a stagné ou diminué, tandis que le niveau de vie de l'autre moitié a vu son niveau de vie augmenter, d'autant plus fortement qu'on se situait plus haut dans la pyramide des revenus. En 2007, l'écart moyen entre les 3 millions du haut et les 6 millions du bas était de 8,4. Il est passé à 9,4 en 2012. En 2007, les 3 millions du haut – 5 % de la population de la France métropolitaine – capturaient 15,5 % du revenu disponible (c'est-à-dire après impôts) des ménages. Cinq ans après, ils en capturaient 16,6 % : la crise leur a profité. Mais les 6 millions du bas, qui devaient se contenter de 3,5 % du revenu disponible (après impôts et prestations sociales), étaient tombés à 3,3 % du total du gâteau. On appelait cela autrefois la portion congrue.

Un *hold-up* au détriment des moins favorisés

Si l'on élargit la focale, les choses sont encore plus claires : entre 2007 et 2012, le revenu disponible (après impôts et prestations sociales) de l'ensemble de la population française a progressé de 13,6 milliards (en euros 2012). Mais les 3 millions de personnes « *qui gagnent bien leur vie* » ont accaparé 85 % de cette (très) faible progression, tandis que le dixième le moins favorisé voyait son revenu disponible reculer de 2,7 milliards (le recul atteignant même 6 milliards pour la moitié la plus modeste des 60 millions d'habitants de la France métropolitaine). Un joli *hold-up* au détriment des moins bien placés et au bénéfice des plus favorisés. Et il se trouve des commentateurs – enfin, au moins un ! - pour soutenir que les riches sont perdants. M'est avis qu'à l'école, il ne devait pas être très bon en arithmétique.

Le surcroît de charge fiscale a seulement permis de mettre fin à la dérive de la concentration des revenus

Comme on peut le constater, le fait que les riches s'enrichissent n'est pas, pour la moitié la plus modeste de la population, un gage d'amélioration de sa situation. Certes, en 2013 (dernière année connue), le surcroît de charge fiscale a essentiellement visé le haut de l'échelle. Mais c'est moins par idéologie que par souci de justice sociale. L'inversion de la courbe (celle de la concentration des revenus au sommet de la pyramide, mais pas celle du chômage, hélas) a seulement permis de mettre fin à la dérive constatée entre 2007 et 2012, et l'évolution du niveau de vie des plus riches depuis 2007 est désormais similaire à celui du reste de la population. En revanche, le dixième le plus pauvre demeure le seul à avoir reculé (de 3,6 % entre 2007 et 2013). On peut suggérer à notre éditorialiste d'écrire son prochain édito sur le malheur d'être pauvre en France.